



LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

SYNTHÈSE ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°262 (11 SEPTEMBRE 2022)

REFONDATION EN FRANCE ET TENSIONS À TAÏWAN

REFONDATION NÉCESSAIRE ? CONCERTATION

POSSIBLE ?

Introduction

Philippe Meyer :

Le président de la République a lancé jeudi, à Marcoussis dans l'Essonne, le Conseil national de la refondation (CNR), symbole de sa « nouvelle méthode » : le dialogue. Selon l'Élysée, « *il s'agit de revivifier notre démocratie et faire face à d'immenses défis* », de « *recréer la confiance* ». Le Haut-Commissaire au Plan et principal allié de LREM François Bayrou (MoDem) en est le secrétaire général. Parmi les thèmes abordés figurent le plein emploi, l'école, la santé, le bien-vieillir et la transition écologique. Destiné à réunir acteurs politiques, syndicats, associations et citoyens pour réfléchir aux grands sujets du moment, le CNR est qualifié de « *bidule macroniste* » par Bruno Retailleau, président du groupe Les Républicains au Sénat, d'« *objet politique non identifié* », par le sénateur socialiste Patrick Kanner ou de « *saison 2 du bla-bla* » par le leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon. De LR au Rassemblement national en passant par les Verts, les « insoumis », les socialistes et les communistes, tous ont fait savoir qu'ils boycotteraient les discussions. Même l'ancien Premier ministre, Edouard Philippe sera absent. Le président (LR) du Sénat, Gérard Larcher redoute que le CNR ne vise à contourner le Parlement. D'autres soulignent une instance à faible valeur ajoutée au regard du Conseil économique, social et environnemental (CESE). Même si l'Élysée martèle qu'« *il s'agit d'une méthode de concertation, et non d'une nouvelle structure ou institution* ». En revanche, les principales associations d'élus ont finalement accepté de participer à son lancement après avoir obtenu des réunions régulières avec Emmanuel Macron. Le Medef, La CFDT, la CFE-CGC et la CFTC ont également répondu à l'invitation.

L'idée de ce CNR avait été lancée par Emmanuel Macron juste avant les élections législatives de juin dernier. Le « *clin d'œil* » au Conseil national de la résistance est assumé. Fondé par Jean Moulin en 1943, il avait adopté en 1944 un programme pour relever la France anéantie par l'occupation nazie. Un programme qui dessinait notamment les contours de l'État-providence. Regroupant tous les mouvements politiques de la Résistance intérieure, ce fut un moment rare d'union nationale avant que la politique et ses divisions ne reprenne leurs droits en 1947. « *Nous vivons un temps comparable, a assuré Emmanuel Macron. Nous sommes dans une ère historique qui impose de changer profondément de modèle et puis la guerre est là* ».

La journée de jeudi a démarré par un état de la situation du pays : une présentation des finances publiques par Pierre Moscovici, président de la Cour des comptes, de l'économie par François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, et des enjeux climatiques par Corinne Le Quéré, présidente du Haut Conseil pour le climat. Pour François Bayrou « *ce qui est en jeu, c'est notre vie pour les années qui viennent et nos raisons de vivre pour les années qui viennent* ».

Kontildondit

Marc-Olivier Padis :

Pour le moment, nous n'avons assisté qu'à une journée de lancement. Toute la difficulté de l'exercice est qu'il se doit d'être un processus itératif, avec un passage à une échelle locale. Les acteurs locaux vont-ils s'en emparer, et comment ces discussions locales remonteront-elles à l'échelon national ? A l'échelle locale, il s'agit surtout de savoir ce qui se passe dans les établissements, notamment les écoles et les services de santé.

Il s'agit de faire vivre un dialogue à l'ensemble du pays, mais aussi de répondre à une envie de participation, observée depuis plusieurs années : volonté de se faire entendre lors de manifestations de rue, mais aussi volonté de participer au grand débat national , où bon nombre de nos concitoyens avaient rempli les cahiers de doléances mis à leur disposition.

D'un point de vue politique, tout le monde semble piégé par la trop grande verticalité de nos institutions. Il n'y a pas que le président de la République qui est trop jupitérien en France. Ainsi, quand on qualifie ce CNR de « bidule macronistes », on est aussi jupitérien, puisqu'on estime que tous les problèmes viennent du président. Le raisonnement de l'opposition est le suivant : si le président de la République lance une invitation, y répondre c'est lui rendre service, et par conséquent il ne faut pas le faire. Gérard Larcher ne joue pas son rôle ; en tant que président du Sénat il se devrait d'y aller, même si c'est pour dire que rien ne va. En fait, son abstention trahit une vision de la France dans laquelle tout se passerait entre la rue de Vaugirard et le Faubourg Saint-Honoré. Il y a tout de même une société qui a besoin de dialoguer, de débattre, de se confronter ... C'est là qu'est le piège pour Emmanuel Macron : s'il s'implique personnellement on le soupçonne de récupération, et s'il ne s'implique pas on considère que c'est un gadget sans importance.

Le diagnostic selon lequel nous manquons en France d'une culture de la

négociation est donc plus criant que jamais. Plusieurs acteurs, dont par exemple la CGT, demandent à ce que la mission du CNR soit assurée par le CESE. Mais si le CESE remplissait son rôle en France, cela se saurait, et nous ferions par exemple régulièrement des émissions à propos des rapports qu'il rédige. Il y a donc un malaise en France, et comment y répondra-t-on ? Les députés LFI qui clament que leurs victoires se gagneront dans la rue, ils sont dans une vision naïve selon laquelle le mouvement de la rue bénéficie à la gauche qu'ils représentent. Or c'est complètement faux, on l'a bien vu avec les Gilets Jaunes, qui ne requalifient aucun mouvement politique ou aucun débat. Miser là-dessus est donc d'une naïveté politique confondante.

Cette idée du CNR avait été lancée avant les élections législatives, à une époque où Emmanuel Macron comptait avoir une majorité absolue au Parlement. Le CNR était alors envisagé comme l'endroit de dialogue qu'on reprochait au Parlement de ne plus être. Mais avec la majorité relative, on dit à présent que le dialogue est revenu au Parlement, par conséquent l'idée du CNR devient caduque.

Il faudra s'intéresser à ce qui se passera au niveau local. Pour changer l'école par exemple, il ne suffit pas seulement des bonnes intentions d'un ministre et de quelques circulaires. La question est surtout dans l'appropriation d'une volonté de changement par les acteurs, et à l'échelle des établissements. Il y a beaucoup de choses à discuter qui ne relèvent pas de la seule organisation, du recrutement, du niveau de salaire, etc. Au delà de cette journée de lancement, je pense que ce qui se passera à l'échelle locale méritera notre attention.

Nicole Gnesotto :

Il est tout de même fascinant que ce président de la République parvienne à faire la quasi-unanimité contre lui, même quand il a de bonnes idées. Car je trouve qu'un débat collectif et trans-partisan sur l'ensemble des défis que la France doit relever est une excellente idée. D'abord parce que nous sommes dans un

maëlstrom international qui nous a obligés à revoir nos certitudes et nos priorités. Or il est mieux de faire cela avec tout le monde que tout seul. Ensuite, on voit que l'abstention augmente en France, surtout chez les jeunes. Par conséquent ce CNR pourrait être l'occasion de lutter contre ce désintérêt. Troisièmement, la Parlement est évidemment très important, mais quand on voit le niveau des débats qui s'y déroulent (les surmulots ou la virilité des barbecues), on se prend à rêver de mieux ... Enfin, les Français sont inquiets de l'avenir. Le moral des ménages est en baisse constante depuis sept mois (le début de la guerre en Ukraine). Quand on regarde les sondages européens, seuls 32% ont confiance dans l'UE. Nous sommes les derniers des 27. Dans ces mêmes sondages, 66% des Français jugent « mauvaise » la situation économique en France. Autant de raison pour lesquelles l'idée d'avoir au moins un diagnostic commun me paraît bonne. Pour le moment, cela semble avoir mal démarré, parce que les partis politiques jouent leur intérêt politicien au détriment de l'intérêt national. Pourquoi est-ce si difficile en France ? Je crois qu'il y a d'abord un problème de méthode. Le président annonce une nouvelle méthode ... avec l'ancienne méthode. Il sort cette idée de son chapeau le 3 juin dernier, sans en avoir parlé à qui que ce soit auparavant. Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner qu'on n'y voie qu'un « coup de com ». De plus, quelques jours auparavant a eu lieu ce Conseil de Défense sur l'énergie dont le principe est totalement opposées à celui du CNR. Là aussi, on comprend les défiances.

Richard Werly :

Je crois que les Français se posent beaucoup des questions qu'a formulées Emmanuel Macron. Aujourd'hui, ce pays est dans une phase de manque d'oxygène démocratique. C'est cela qu'il y a derrière cette idée de CNR. Je pense moi aussi que cette question est bonne : quand une artère est bouchée, on essaie de contourner le problème par un pontage. Mais un pontage ne réussit pas toujours.

En plus des difficultés évoquées par Marc-Olivier et Nicole, on peut ajouter un squelette dans le placard : le grand débat national qui a suivi la crise des Gilets Jaunes, ou plus exactement qui y a mis fin. Car au fond, ce grand débat national n'a rien été d'autre qu'un extincteur politique. Je trouve extrêmement dommage qu'il n'ait servi à rien, malgré un nombre de contributions très impressionnant. Les gens se sont presque rués sur les cahiers doléances, la soif démocratique était réelle, Emmanuel Macron l'a très bien identifiée, mais il n'a fait que l'utiliser à des fins politiciennes. Après ce précédent fâcheux, il est donc tout à fait légitime d'avoir des doutes quant à ce CNR.

C'est là qu'est le problème. Emmanuel Macron aurait dû lier les deux, faire en sorte que ce qui était sorti du grand débat national trouve une formulation plus concrète, et l'intégrer à ce Conseil National de la Refondation. Comment faire confiance à ce président qui a manipulé l'opinion avec le grand débat national, et tente de recommencer aujourd'hui avec le CNR ?

Enfin, j'ai une interrogation personnelle quant au choix de François Bayrou. Il y a le côté « sage de la République », et c'est évidemment un allié politique d'Emmanuel Macron, mais franchement, je pense que si on parle de refondation, il fallait confier la tâche à quelqu'un de plus jeune (peut-être universitaire) et pas à une personnalité qui croit encore avoir un avenir politique devant elle. Je trouve qu'il s'agit d'un erreur de casting. Il ne s'agit pas de défauts, mais d'une adéquation entre la personnalité, l'itinéraire de François Bayrou et la tâche qui est lui est confiée.

Béatrice Giblin :

Pourquoi n'a-t-on pas tiré grand chose des cahiers de doléances ? Parce que c'était un fouillis sans nom, cela partait dans tous les sens, chacun y est allé de son souci personnel. C'est tout le danger de ce genre d'exercice : on voit tout par le petit bout de sa lorgnette personnelle, et l'intérêt général est relégué loin derrière les considérations individuelles. En tirer quelque chose sera plutôt un

travail d'historien, mais la tâche demandera énormément de travail et surtout beaucoup de temps.

Vous avez qualifié cela de manipulation politique. Mais qu'aurait-on dû faire ? Il fallait calmer le jeu. Je me souviens de l'émission que nous avons faite à propos de la première manifestation des Gilets Jaunes, aucun d'entre nous n'avait imaginé l'ampleur que prendrait le phénomène. On a tout de même débloqué 10 milliards, ce qui n'est pas tout à fait « rien ».

Quant à l'aspiration démocratique, il faut là aussi apporter quelques nuances. On sait bien que lorsqu'on organise ce genre de choses, c'est toujours le même genre de personnes qui se déplace, à savoir des militants, ou des retraités qui ont du temps.

Ce qui est déterminant dans cette idée du CNR, c'est l'enjeu local. C'est là que le choix de François Bayrou fait sens. Il est un élu local depuis très longtemps. On peut le soupçonner d'entretenir encore des ambitions nationales, mais enfin il commence à être âgé ... Le responsable des maires, celui des départements et celui des régions ont accepté d'y aller, bien que de bords politiques différents, en échange d'une réflexion sur la décentralisation. Tout le monde est donc au pied du mur : il va falloir y aller. La décentralisation, cela consiste à réclamer plus de pouvoir, mais cela implique plus de responsabilités.

Tout le monde s'était moqué du grand débat. On a vu un président y aller, mouiller la chemise, et cela ne s'est pas aussi mal passé que ce que certains avaient prédit, loin de là. Attendons donc de voir ce que donnera ce CNR au niveau local.

Marc-Olivier Padis :

La continuité entre le grand débat et le CNR interroge beaucoup, en effet. Quel est le point de débouché de tout cela ? On voit l'anticipation et les appréhensions du président du Sénat, mais pour moi il a tort de mettre en rivalité démocratie représentative et démocratie participative. Les deux peuvent très bien se

compléter. Une fois que les gens ont voté pour leur député, on voit bien qu'ils ne souhaitent pas se taire pendant cinq ans.

Mais qu'attend-on vraiment de ce CNR ? J'en reviens à l'exemple de l'école. Le nouveau ministre Pap Ndiaye a raison de dire : « l'un des problèmes de l'école française, c'est le poids particulièrement fort de l'origine sociale des élèves sur leurs résultats scolaire ». Toutes les enquêtes corroborent cette affirmation année après année. Mais ce qu'on ne voit pas assez, c'est que les élèves eux-mêmes comprennent très bien cela. Et le comprenant, ils sont dans une sorte de fatalisme scolaire, là aussi très bien démontré dans les études. Les élèves sont démotivés. Pour moi, le problème n°1 consiste donc à reconstruire de la motivation scolaire pour des élèves fatalistes. Et cela, ce n'est pas un texte de loi qui le pourra. Ce n'est pas un problème d'organisation ou de niveau de rémunération, c'est un problème de climat scolaire, de travail pour écouter les élèves, recueillir leur ressenti et essayer de travailler dessus. Cela ne peut passer que par le dialogue et la qualité de la relation entre les élèves et le personnel enseignant.

C'est peut-être d'une naïveté extrême, mais ce sont des choses de ce genre que j'attends de ce CNR.

Nicole Gnesotto :

Pour moi, ce n'est pas tant avec le grand débat national qu'il faut faire la continuité, mais plutôt avec la convention citoyenne sur le climat. Il y avait là un objectif précis, un engagement du président à tenir compte des conclusions, et il y avait des conclusions concrètes. Or elles ont été superbement ignorées.

Je reviens un instant sur l'impossibilité d'avoir en France une culture de la concertation. Par exemple, on vante toujours les mérites de la culture politique allemande, où la négociation et le compromis sont centraux. Mais je crois qu'on ne décide pas d'une culture de la négociation. Nous n'avons ni la même histoire, ni le même système électoral. Rappelons-nous que toute l'idée de la

reconstruction d'une république fédérale allemande après la guerre consistait à empêcher un Etat fort. C'est pour cela qu'il a fallu des Länder forts, la proportionnelle, etc. Tout a été fait pour empêcher la culture verticale. Quand on voit aujourd'hui les résultats de la culture de la concertation en Allemagne, on se demande si elle vaut vraiment mieux. En tous cas, elle n'empêche pas les extrémismes de prospérer, bien au contraire.

La France a une culture de l'opposition, prenons-en acte au lieu de souhaiter qu'il en aille autrement. C'est à partir de cela qu'il faut travailler, s'efforcer de dresser des diagnostics et prendre des mesures.

Richard Werly :

A propos des modalités du CNR, notons qu'en plus des consultations locales, il y aura une grande consultation en ligne. On retrouve là quelque chose de cher à Emmanuel Macron. On peut en déplorer la virtualité, mais il faut reconnaître qu'elle est adaptée aux méthodes des jeunes générations. Il faudra aussi garder un œil là-dessus.

Il y a peut-être une tentation référendaire d'Emmanuel Macron derrière cette idée de CNR. Peut-être souhaite-t-il trouver quelques grands axes pour un prochain referendum ? En tant que Suisse, ce n'est pas moi qui me plaindrai de davantage de démocratie directe, mais on peut comprendre que Gérard Larcher s'en inquiète. C'est peut-être cela au fond, le grand projet d'Emmanuel Macron, lui permettant de s'affranchir un peu du Parlement : revenir solennellement devant le peuple. Pour avoir échangé avec lui récemment, c'est d'ailleurs aussi ce que pense François Hollande : il y aura sans doute un moment référendaire dans ce second quinquennat.

Béatrice Giblin :

J'en suis d'accord, il s'agit sans doute de faire émerger les thèmes de referendums potentiels. Prendre la température au plus près, et éventuellement

dépasser un blocage parlementaire, car l'opposition est dans une attitude d'attente du prochain mandat. C'est une erreur politique que je déplore, surtout de la part de la gauche : ne pas se rendre compte de l'inquiétude profonde des Français, sur le devenir de la France en tant que nation.

TENSIONS À TAÏWAN

Introduction

Philippe Meyer :

La tension est montée d'un cran début août, après la visite à Taïwan de la présidente américaine de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi. En représailles, l'armée chinoise a lancé d'importantes manœuvres militaires, allant jusqu'à simuler un blocus de Taïwan. Le Parti communiste chinois s'insurge contre toute action diplomatique susceptible de conférer une légitimité à Taïwan et réagit avec une agressivité croissante aux visites de responsables occidentaux.

L'élection à Taïwan, en 2016, de la démocrate Tsai Ing-wen plus souverainiste que son prédécesseur du Kouomintang traditionnellement ouvert à la Chine, a grandement mécontenté le président chinois Xi Jing Ping. Selon le dernier sondage d'opinion réalisé en juin 2022, seul 2% de la population taïwanaise est favorable à une réunification de l'île et du continent. Xi Jing Ping doit soigner sa stature d'homme fort avant le 20ème Congrès du PCC à l'automne et une session plénière de l'Assemblée nationale populaire en 2023 où il devrait briguer un troisième mandat présidentiel de cinq ans. Selon lui, l'« *unification* » avec Taïwan est une priorité qui « *ne peut être laissée aux générations futures* ». Le 10 août, Pékin a publié un *Livre blanc* consacré à Taïwan, le premier depuis 2000, et « *le plus ferme jamais écrit* » contre l'indépendance de l'île, d'après le journal nationaliste pékinois Huanqiu Shibao. Le spectre d'un conflit armé opposant

Pékin et Taipei plane sur le détroit de Formose depuis 70 ans, lorsque les troupes nationalistes du Kuomintang se sont installées sur l'île, fuyant l'avancée des communistes de Mao.

En 2022, Taïwan a porté son budget militaire à un niveau record, près de 15 milliards de dollars, mais selon le think-tank américain *Council on Foreign Relations*, « *les dépenses de la Chine seraient environ vingt-deux fois supérieures à celles de Taïwan* ». L'armée chinoise, l'Armée populaire de libération compte plus de deux millions d'hommes et de femmes d'active, dont près d'un million rattachés à l'armée de terre, à quoi s'ajoutent 500.000 paramilitaires mobilisables et 500.000 réservistes. En comparaison, l'armée taïwanaise aligne 169.000 militaires d'active, mais peut compter sur près de 1,66 million de réservistes, selon le rapport 2022 de l'*International Institute for Strategic Studies*. Début septembre, la Chine a demandé aux Etats-Unis de renoncer « *immédiatement* » à la vente, pour 1,1 milliard de dollars d'armes à Taïwan menaçant dans le cas contraire de prendre des « *contre-mesures* ». Traditionnellement, les Etats-Unis avaient adopté une position d'« *ambiguïté stratégique* » consistant à ne pas dire clairement s'ils défendraient Taiwan en cas d'attaque chinoise. Mais depuis deux ans le président Joe Biden a affirmé à plusieurs reprises que son pays défendrait l'île si la Chine l'attaquait. Le piège de Thucydide, qui veut qu'une puissance dominante soit souvent poussée à entrer en guerre avec une puissance émergente, va-t-il se refermer sur les Etats-Unis et la Chine ?

Kontildondit

Béatrice Giblin :

La guerre aura-t-elle lieu ? Car c'est là la question. On sait bien que si un conflit éclate, initié par la Chine pour mettre la main sur Taïwan, il n'impliquera pas que ces deux entités. Ne serait-ce que sur le plan régional, cela concernera évidemment le Japon et la Corée du Sud. Ces deux pays étant alliés des Etats-Unis, il est impensable que ces derniers n'interviennent pas. En face, la Chine pourrait probablement compter sur le soutien de la Russie et de la Corée du Nord, qui vient de réaffirmer qu'elle est une puissance nucléaire et qu'elle n'hésitera pas en cas de nécessité. L'affaire est donc on ne peut plus sérieuse. Ce qui l'a rendue si pressante est l'intervention de la Russie en Ukraine. Ce qui n'était pas envisageable est arrivé. La Chine pense que les Taïwanais sont des Chinois, de la même façon que la Russie pense que les Ukrainiens sont des Russes. Dans les deux cas, il est hors de question de tolérer des velléités d'autonomie. Dans ces conditions, on peut oser attaquer.

Pour ce qui est du rapport de forces, il est évident que sur le papier la Chine peut ne faire qu'une bouchée de Taïwan. Sauf que les choses sont sans doute beaucoup plus difficiles que cela. D'abord, la dernière fois que l'armée chinoise est intervenue sur le terrain (en 1979 face au Vietnam) elle a été battue à plates coutures. Bien sûr, on parle d'une armée dont les soldats se comptent en millions, qui est en train d'être modernisée très rapidement, avec des budgets colossaux.

Mais débarquer sur une île telle que Taïwan n'est pas une mince affaire. D'abord parce qu'il y a des falaises. Ensuite, parce qu'il y aura une défense nationale côté taïwanais. Mais le nationalisme chinois sera lui aussi très présent, sans doute bien davantage que le nationalisme russe ne l'est en Ukraine. Taïwan compte des zones montagneuses, avec des altitudes de plus de 4000 mètres. C'est la partie

ouest de l'île (la plus proche des côtes chinoises) qui est très urbanisée et très densément peuplée. Ce n'est pas facile de livrer bataille dans de telles zones. Cela n'a rien à voir avec les bombardements en Irak de 2003 par exemple. C'est un genre de combat auquel les Chinois ne sont absolument pas préparés. A cause de la densité de population, il n'y a qu'une alternative : soit on fait un carnage, soit il faut procéder très méticuleusement, et donc très lentement. C'est pourquoi je pense que les Chinois ne se lanceront que s'ils sont convaincus de gagner très vite. Or c'est quelque chose dont on ne peut jamais être sûr.

Pour les Etats-Unis, c'est aussi un moment crucial. Ils sont très présents dans la région, avec une flotte très efficace. La flotte chinoise quant à elle est en train de se renforcer mais on connaît pas vraiment ses capacités. Si Joe Biden affirme que les USA ne laisseront pas tomber Taïwan, c'est sans doute parce qu'il pense pouvoir tenir le choc, même si tous les scénarios envisagés laissent penser que ce serait très difficile.

Enfin, il semble que Xi Jinping n'a pas pris conscience que l'image de la Chine est aujourd'hui négative dans une grande partie du monde, pas seulement en Occident. Dans les pays émergents aussi, dont une grande partie se trouve en situation de dépendance vis-à-vis de Pékin. Je ne dis pas que la guerre n'aura pas lieu, mais il est certain que la Chine devra y réfléchir à deux fois.

Nicole Gnesotto :

Taïwan est le type même de problème stratégique pour lequel la meilleure solution est l'absence de solution. Et c'était le cas depuis 1971, avec un *statu quo* très brumeux, reposant sur trois éléments :

- Taïwan ne proclamait pas son indépendance.
- La Chine n'attaquait pas.
- Les Etats-Unis maintenaient l'ambiguïté sur leur politique.

Or depuis quelques années, deux ont sauté. Avec son deuxième mandat, Xi est passé à un discours extrêmement nationaliste et très agressif. Les difficultés

économiques intérieures du pays l'obligent à refonder un consensus sur la menace extérieure. On a déjà vu le raidissement à propos de Hong-Kong, il n'est pas surprenant que Taïwan ait suivi.

De l'autre côté, il y a également une rupture du *statu quo* de la part des Etats-Unis. Les américains ont aujourd'hui une politique irresponsable à l'égard de Taïwan. Ils affaiblissent l'île par une politique dangereuse : la visite de Nancy Pelosi d'abord. Je sais bien qu'elle est indépendante et peut faire ce qu'elle veut, mais cela avait tout d'une provocation. Deuxièmement, la levée de l'ambiguïté stratégique, en vigueur depuis 1971. Enfin, la vente d'armes pour 1,1 milliards de dollars. Si l'on voulait provoquer la Chine, on ne s'y prendrait pas autrement. Au lieu de sécuriser Taïwan, les Etats-Unis la mettent en danger.

Marc-Olivier Padis :

Je ne partage pas votre avis sur l'attitude américaine, je pense que ne pas réagir aurait donné l'impression de se laisser intimider par la Chine, et de baisser les bras. C'est ce qu'on a fait avec Poutine face à l'Ukraine, là il s'agissait de montrer que cela ne pouvait pas se passer de la même façon. Il y a eu une scène hallucinante cet été, où l'ambassadeur de la Chine à Paris, un homme dont on ne peut nier franc-parler, expliquait qu'il fallait envahir l'île et « rééduquer idéologiquement » la population taïwanaise, contaminée par l'idée démocratique ... En entendant des propos aussi vertigineux, il me semble que réagir clairement fait sens.

Xi Jinping a une vision : il pense qu'il sera réélu à l'automne. Or ce n'est pas complètement certain, le Parti Communiste Chinois est une boîte noire, personne ne peut dire ce qui se passera avec certitude. Mais Xi ambitionne d'être réélu encore trois fois. Il serait donc encore là en 2037, avec en ligne de mire le centenaire de la République populaire, en 2049. La contrainte majeure pour le dirigeant chinois, c'est bien évidemment la survie du régime. Or l'exemple russe, avec l'épidémie de suicides dans les premiers cercles du pouvoir doit provoquer

des inquiétudes. Les Chinois ont le souvenir de purges politiques, de règlement de comptes qui ne doivent pas donner une grande envie.

Chez Xi, il n'y a pas seulement dans cette affaire l'ambition idéologique de réunir toute la Chine, il y a aussi une question stratégique : l'accès à l'océan profond, limité pour la Chine. Alors que la côte est de Taïwan y a accès.

Richard Werly :

D'abord un rappel à l'attention des auditeurs peu familiers de Taïwan : vous n'y rencontrerez jamais un Taïwanais qui ne se dit pas Chinois. Il faut bien garder cela en tête : les Taïwanais s'estiment Chinois. Ce qu'ils ne veulent pas, c'est être annexés par la Chine communiste et « rééduqués ». C'est ce qui explique la très forte volonté de résistance de Taïwan, mais aussi pourquoi personne ne songe à proclamer l'indépendance.

Contrairement à Nicole, je pense que les Américains font un sans-faute sur Taïwan ces derniers mois. En tous cas du point de vue de la défense de leur puissance. Aujourd'hui aux Etats-Unis, l'obsession est de perdre la première place et se faire dépasser par la Chine. Et Taïwan est un pion très important dans cette affaire : il faut que les Etats-Unis affirment à un moment donné leur suprématie dans la zone d'influence asiatique. Or qu'ont-ils fait ces derniers temps ? On peut penser que la visite de Pelosi était une provocation (même si on imagine mal Biden n'approuvant pas la visite de la présidente de la Chambre des représentants), mais à quoi a-t-elle conduit ? À ce que la Chine montre son visage le plus agressif, autrement dit à montrer aux Taïwanais que Pékin compte les envahir par la force. Washington a donc réussi à ce que la population taïwanaise se solidarise avec les Etats-Unis.

Béatrice a bien montré pourquoi une opération militaire à Taïwan serait très difficile malgré la disproportion des forces, mais il y a une autre option : le blocus maritime. La Chine pourrait bloquer complètement Taïwan. Mais là non plus, cela ne va pas de soi, car la Chine est dépendante de Taïwan sur le plan

économique. Si les liens économiques entre les entreprises taïwanaises (qui sont des géantes) et la Chine sont coupés, Pékin en ressentirait les effets très fortement.

Les tensions sont très fortes, et pourraient évidemment aboutir à un conflit armé. Mais je ne crois pas pour autant que les USA aient fait une erreur. Rappelons que Taïwan est une réussite démocratique. On a vu ce qui est arrivé à Hong-Kong. Défendre Taïwan, c'est aussi défendre nos valeurs.

Nicole Gnesotto :

Je ne crois pas qu'on soit à ce point en désaccord. Le sans-faute des Etats-Unis concerne les Etats-Unis, mais du point de vue de la sécurité de Taïwan, c'est une échec. Les Chinois ont d'ailleurs surréagi, par des manœuvres militaires très agressives : ils ont lancé des missiles dans les eaux territoriales du Japon et de Taïwan, ont mimé le blocus de l'île, etc. Autrement dit les Américains poussent les Chinois à se montrer agressifs pour ensuite dénoncer leur agressivité ... Quand on observe les réactions régionales, on constate une Australie très prudente, réaffirmant sa préférence pour le *statu quo* en dépit de son statut de meilleur allié des Etats-Unis dans la zone. Quant au Japon, il serait en première ligne dans un tel conflit, et veut absolument l'éviter. Les Etats-Unis jouent leur superpuissance au détriment de leurs alliés dans cette zone.

Béatrice Giblin :

Pour ma part, je pense que Xi Jinping, essentiellement pour des raisons internes (le congrès de l'automne prochain) a intérêt à jouer la carte du nationalisme, voire à la surjouer. Le déploiement de forces est motivé aussi par des causes intérieures. À ceci près qu'il fait prendre conscience au reste du monde des dangers que représente la Chine aujourd'hui. Faire le blocus de Taïwan n'est à mon avis pas envisageable pour la Chine, qui a trop besoin des liens économiques avec l'île.